

L'ÉCOLE ESTIENNE DE 1889 A 1949

LA QUESTION DE L'APPRENTISSAGE DANS LES INDUSTRIES DU LIVRE

PAR

MARIE-CÉCILE BOUJU

diplômée d'études approfondies

INTRODUCTION

L'histoire de l'école Estienne appartient à deux champs d'étude dont le point commun est le faible nombre des recherches qu'ils ont suscitées. L'histoire de l'enseignement technique reste relativement méconnue, et celle des industries du livre au ^{xx}e siècle est résumée par les évolutions techniques. Or, l'apprentissage des métiers du livre est une préoccupation majeure de ces industries et synthétise des enjeux à la fois sociaux, syndicaux et techniques, dans un milieu professionnel à l'identité corporative particulièrement forte. La fondation de l'école Estienne en 1889 par le conseil municipal de Paris est symbolique de l'ingérence des pouvoirs publics dans l'organisation de l'apprentissage en France. L'école représente dans ce contexte un modèle de formation inédit, alors que les industries du livre tentent de trouver un remède à la crise de l'apprentissage par des accords corporatifs, de 1900 à 1949. Son histoire permet donc de suivre l'évolution des débats internes à la profession sur l'apprentissage.

SOURCES

L'histoire de l'école Estienne pose d'importants problèmes de sources, puisque les archives de l'établissement ont été en très grande partie détruites. Le principal a été toutefois préservé, c'est-à-dire les registres des élèves et du personnel. Les fonds des archives de Paris et des Archives nationales sont d'un faible secours. De fait, les sources utilisées sont essentiellement imprimées. Le dépouillement de la presse professionnelle de 1880 à 1950 permet de replacer l'histoire de l'école Estienne dans celle des industries du livre. Les imprimés administratifs émanant principalement du conseil municipal de Paris et des ministères de tutelle de l'école

sont riches d'informations, du moins jusqu'en 1914. Une enquête orale a été menée auprès de soixante-quatorze anciens élèves de l'établissement afin de mesurer l'évolution de la formation et des carrières.

PREMIÈRE PARTIE

L'INDUSTRIE DU LIVRE

ET LA « CRISE DE L'APPRENTISSAGE » AU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

L'APPRENTISSAGE DANS LES MÉTIERS DU LIVRE JUSQU'EN 1880

Les industries du livre comme les autres branches de l'économie française ont été touchées par la révolution industrielle, conduisant à la mécanisation de la production et à l'extension du marché de l'imprimé, malgré une surveillance étroite de l'État. Les qualifications ont donc évolué, avec l'apparition de nouveaux métiers et un phénomène de déqualification. L'apprentissage des métiers du livre, qui était réglementé sous l'Ancien Régime, en subit les conséquences d'autant plus fortement qu'il n'est soumis à aucun contrôle. L'importance de la « crise de l'apprentissage », commune à l'ensemble de l'industrie française, varie cependant suivant les entreprises. Cette situation est dénoncée par les ouvriers, qui craignent pour leurs salaires et réclament une limitation du nombre d'apprentis, et par certains patrons. A partir des années 1860, quelques patrons ont créé des écoles d'atelier, œuvres paternalistes mais novatrices.

CHAPITRE II

L'APPRENTISSAGE DANS LES MÉTIERS DU LIVRE APRÈS 1880

La libéralisation du marché de l'imprimerie et la création des syndicats ouvriers et patronaux font des années 1880 une période de mutation où l'apprentissage devient un sujet de conflit permanent. La Fédération française des travailleurs du livre exige du patronat un accord sur la limitation du nombre des apprentis. Cependant, certains dirigeants syndicaux estiment que la crise de l'apprentissage peut être résolue par le développement de cours professionnels, même si la majorité de la profession reste fortement attachée à une formation traditionnelle à l'atelier. Influencée par des exemples à l'étranger, la profession crée deux cours, dits « écoles », dans cette période : l'école des dessinateurs lithographes en 1885 et l'école Gutenberg en 1886. Mais depuis le vote, le 27 décembre 1880, d'une loi sur les écoles professionnelles, les pouvoirs publics se posent désormais en acteurs directs de l'organisation de l'apprentissage en France par la création d'écoles publiques, ce que la corporation du livre ne peut tolérer.

DEUXIÈME PARTIE

1883-1891 : NAISSANCE DE L'ÉCOLE DU LIVRE

CHAPITRE PREMIER

UNE CRÉATION MUNICIPALE

Le conseil municipal de Paris, dont les compétences sont limitées par le pouvoir central, a mené une politique particulièrement active en matière de formation professionnelle. A partir de 1873, les édiles choisissent de fonder des écoles professionnelles, ce qui fait de Paris un modèle en France. Reprenant à son compte le discours alarmiste des professionnels du livre sur la « décadence du métier », un conseiller municipal, Abel Hovelacque, propose en 1883 la création d'une école du livre, formant à tous ses métiers. La fondation de l'école est votée en 1887 et un proche d'Abel Hovelacque, Marcel Magnuski, est chargé de son organisation.

CHAPITRE II

LES RÉACTIONS DE LA PROFESSION

La profession, qui n'a pas été consultée, est prise au dépourvu : l'école municipale du livre, baptisée école Estienne, propose de former des « ouvriers d'élite » hors de l'atelier et échappe au contrôle de la profession. Les syndicats sont divisés sur l'attitude à adopter, mais la méfiance est de règle. Les plus hostiles sont les maîtres imprimeurs typographes parisiens et les ouvriers lithographes. Cependant, chaque groupement professionnel tente d'obtenir du conseil municipal un droit de contrôle sur l'établissement, au sein de son comité de surveillance et dans le recrutement des professeurs d'atelier.

CHAPITRE III

1889-1891 : DE LA DÉFIANCE AU SCANDALE

Le conseil municipal ne pouvant répondre à toutes les revendications, les frustrations se multiplient. De plus, le budget nécessaire à la construction et au fonctionnement de l'école Estienne entraîne l'annulation de subventions destinées initialement aux cours professionnels organisés par certains syndicats. Marcel Magnuski, devenu directeur, ne réussit pas à rassurer les esprits. Mais surtout il multiplie les erreurs de gestion. La préfecture de la Seine diligente une enquête, qui est rendue publique par la presse professionnelle. Pendant l'été 1891, le « scandale de l'école du livre » éclate et une partie de la profession tente d'obtenir la suppression de l'école Estienne. Afin de se protéger, la majorité municipale fait de Marcel Magnuski son bouc émissaire et obtient sa révocation.

TROISIÈME PARTIE

1892-1913 : DE LA RECONSTRUCTION
A LA STRATÉGIE DE L'ÉCOLE TYPE

CHAPITRE PREMIER

1892-1897 : LA RECONSTRUCTION DE L'ÉCOLE ESTIENNE

La réputation de l'école Estienne est particulièrement ternie par ce scandale. Le nouveau directeur, Pierre Frayssinet, aidé par quelques conseillers municipaux, réussit à stabiliser son établissement. Le budget de l'école a peu souffert de la crise, en dépit des pressions de l'opposition et de la profession du livre. Pierre Frayssinet parvient à normaliser les relations entre l'école et les principaux syndicats professionnels en leur donnant un certain droit de regard sur l'établissement. Même si une grande majorité de patrons et d'ouvriers du livre demeurent hostiles, les tensions ont en partie disparu. Par ailleurs, les syndicats ouvriers essaient de multiplier les cours professionnels, considérés comme un des principaux remèdes à la crise de l'apprentissage. L'école Estienne est et doit rester une exception. Bien que l'accueil des premières promotions dans l'industrie soit difficile, les anciens élèves réussissent à se placer en tant qu'ouvriers qualifiés, payés au tarif syndical. La principale faiblesse de l'école tient au nombre des abandons en cours de scolarité (la formation dure quatre ans), qui représentent plus de la moitié des effectifs d'une promotion.

CHAPITRE II

1897-1913 : L'ÉCOLE ESTIENNE, UN MODÈLE ?

La nomination du nouveau directeur, Hippolyte Fontaine, correspond à une nouvelle période de tension entre l'école et la profession et, phénomène nouveau, entre l'école et le conseil municipal. La victoire des nationalistes en 1900 aux élections municipales entraîne des coupes importantes dans le budget de l'école Estienne. Cette crise finit en 1904, mais Hippolyte Fontaine rencontre des difficultés croissantes pour obtenir du conseil municipal les crédits nécessaires au fonctionnement de l'école. Par ailleurs, le directeur est convaincu de la supériorité des écoles professionnelles publiques en matière d'apprentissage, et privilégie les relations avec le patronat du livre. Cette stratégie ne produit pas les résultats espérés. En 1900, un premier accord sur l'apprentissage a été ratifié entre le patronat et les ouvriers du livre, limitant le nombre des apprentis à 20 % du nombre d'ouvriers, mais il ne tient compte que de la formation en atelier. L'ambition du directeur de faire de son école un modèle se heurte à l'hostilité farouche de la profession, qui n'admet qu'un apprentissage, à l'atelier et dans des cours, placé sous son seul contrôle.

QUATRIÈME PARTIE

1914-1934 : L'ÉCOLE ESTIENNE, L'INDUSTRIE ET L'ÉTAT

CHAPITRE PREMIER

1913-1923 : GEORGES LECOMTE, LA CORPORATION
ET LA CRISE DE L'APPRENTISSAGE

Placé à la tête de l'école Estienne, Georges Lecomte, homme de lettres, était totalement étranger à l'administration comme aux industries du livre, mais il fut très attaché à l'établissement. En 1913, il prévoit un vaste plan de modernisation de l'école, mais la guerre et la crise de l'immédiat après-guerre empêchent sa réalisation. Lors du Congrès national du livre en 1917 et d'une séance du conseil municipal en 1920, l'école Estienne est à nouveau violemment contestée dans sa mission par les patrons et les organisations de cadres. Georges Lecomte défend avec vigueur son établissement. En réalité, l'école Estienne suscite la convoitise des maîtres imprimeurs parisiens qui cherchent à en obtenir le contrôle au moment où leur industrie souffre d'une grave pénurie de main-d'œuvre.

CHAPITRE II

LA LOI ASTIER ET SES EFFETS DANS L'INDUSTRIE DU LIVRE.

Au début des années vingt, la crise de l'apprentissage est en effet d'autant plus aiguë que l'industrie française manque d'ouvriers qualifiés. Cette situation rend nécessaire une loi sur l'apprentissage. Cette loi, dite loi Astier, est votée le 25 juillet 1919 : la formation professionnelle des enfants est désormais réglementée et obligatoire. Cette loi est relativement bien accueillie par la profession du livre car elle est d'abord incitative. Par ailleurs, elle correspond à sa volonté de développer des cours professionnels et des programmes de formation. Afin de résoudre la pénurie et d'intégrer les cours professionnels dans l'organisation corporative de l'apprentissage, la profession arrive à un nouvel accord paritaire en 1923, qui devient obligatoire en 1928 sous la pression de la direction générale de l'enseignement technique. En effet, l'État est devenu peu à peu un interlocuteur important de la corporation. Cet accord permet l'élaboration des premiers programmes d'apprentissage et des premiers certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.) en 1932.

CHAPITRE III

1918-1934 : UN ÉTABLISSEMENT DANS L'OMBRE ?

En faisant de l'institution des cours professionnels sa priorité, la corporation montrait, encore une fois, que l'école Estienne lui importait peu. En réalité, l'établissement devient pendant l'entre-deux-guerres une institution majeure. En 1923, Georges Lecomte obtient du patronat parisien une aide financière substantielle en échange de la création de cours pour apprentis au sein de l'école. De plus, l'éta-

blissement a un rôle non négligeable dans l'élaboration des programmes des C.A.P., dont elle organise les examens. Enfin, sa singularité apparaît surtout par sa réussite, puisque bon nombre de ses anciens élèves accèdent rapidement à des postes d'encadrement, dans une période où le patronat du livre a de plus en plus besoin de cadres. Mais l'école Estienne continue de souffrir du manque de moyens, notamment pour organiser une véritable formation en composition mécanique et en offset. En 1931, un projet de modernisation, qui exige d'agrandir l'école, est proposé par le directeur mais l'argent manque. Georges Lecomte se limite alors à modifier l'enseignement artistique, en l'orientant vers la création, même si la tradition reste dominante. La valeur de l'école passe essentiellement par la qualité de ses enseignants et un recrutement social et scolaire élevé des élèves. Mais, à terme, le vieillissement des équipements risque de remettre en cause cette supériorité de fait.

CINQUIÈME PARTIE

1934-1949 : L'ÉCOLE ESTIENNE ET L'INSTITUT NATIONAL DES INDUSTRIES ET ARTS GRAPHIQUES

CHAPITRE PREMIER

L'INSTITUT NATIONAL DES INDUSTRIES ET ARTS GRAPHIQUES

Soutenu par la direction générale de l'enseignement technique, le patronat parisien a réussi à organiser l'apprentissage comme il l'entendait. Il désire cependant unifier les structures existantes. La direction générale de l'enseignement technique l'y encourage en patronnant la création en 1937 d'un organisme national professionnel de contrôle, l'Institut national des industries et arts graphiques (I.N.I.A.G.), destiné à organiser l'apprentissage sur l'ensemble du territoire. Mais cet institut remet en cause le traitement paritaire de l'apprentissage dans le livre. La Fédération française des travailleurs du livre, s'appuyant sur la convention nationale du travail de 1936, contrecarre le pouvoir de l'institut. Des négociations paritaires sont menées de 1937 à 1939 pour redéfinir un règlement corporatif de l'apprentissage. Elles sont interrompues par la déclaration de guerre.

CHAPITRE II

1934-1948 : SYLVAIN SAUVAGE ET L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DU LIVRE

La direction générale de l'enseignement technique considérait également que l'école Estienne devait être un modèle pour les industries du livre. Ceci permit au nouveau directeur, Sylvain Sauvage, de réaliser son ambition de faire officiellement de l'école une école supérieure, formant des ouvriers qualifiés et des cadres. La direction générale lui permit d'obtenir les crédits nécessaires pour réaliser le projet de modernisation qu'avait établi Georges Lecomte. La modernisation et l'agrandissement de l'école étaient la condition *sine qua non* de ce changement de statut.

Parallèlement, Sylvain Sauvage réussit à renouveler l'enseignement artistique de l'école, en l'orientant en particulier vers le graphisme publicitaire. La guerre interrompt les travaux en cours. Pendant la guerre, l'Institut national des industries et arts graphiques fut maintenu par le gouvernement de Vichy et créa de nouveaux C.A.P. Membre de cet institut, Sylvain Sauvage essaya de donner à l'école Estienne un rôle central dans l'organisation des industries du livre, sans aboutir.

CHAPITRE III

1945-1949 : L'APPRENTISSAGE ET L'ÉTAT PROVIDENCE

La Libération fut une période de profonds changements dans l'organisation de l'apprentissage en France. L'État se désignait comme la seule autorité dans ce domaine. Le contrôle de l'enseignement technique était primordial pour la reconstruction, la pénurie d'ouvriers qualifiés étant particulièrement forte. De fait, la priorité n'était pas de privilégier des établissements supérieurs ou prestigieux, comme l'école Estienne, mais de développer les centres de formation pour apprentis. De fait, Sylvain Sauvage, qui meurt en 1948, ne réussit pas à relancer véritablement les travaux de modernisation. De plus, le conseil municipal à la Libération se trouvait en conflit avec l'État, qui voulait placer sous sa tutelle les écoles professionnelles de la Ville, ce qui ralentit la reprise des travaux en bloquant leur financement.

Le successeur de Sylvain Sauvage, Robert Ranc, est un ancien correcteur et syndicaliste. C'est sous sa direction que la modernisation se réalise, les conflits et la crise économique et financière s'étant apaisés. Mais Robert Ranc abandonne l'idée de faire de l'établissement une école supérieure : sa parfaite connaissance de la vie syndicale du livre lui a inspiré cette attitude prudente. Jamais les relations entre la corporation et l'État n'ont été aussi mauvaises. En 1946, l'Institut national des industries et arts graphiques est tiré de l'ombre par les organisations ouvrière et patronale dans l'espoir d'empêcher le ministère de l'Éducation nationale de placer l'apprentissage des métiers du livre sous sa tutelle. Cette stratégie subit un échec mais permet néanmoins de créer un véritable rapport de forces. L'institut est finalement reconnu par l'État et la profession ratifie un nouvel accord paritaire sur l'apprentissage en 1949, puis une révision des programmes des C.A.P., même si leur application passe par l'homologation, donc par le contrôle du ministère. De fait, Robert Ranc a réussi à ne pas mettre l'école Estienne au cœur du conflit et à confirmer son statut particulier, puisqu'elle demeure le principal lieu de formation aux yeux de la corporation.

CONCLUSION

Dans les années 1880, ouvriers et patrons du livre restaient fortement attachés à l'apprentissage traditionnel mais étaient aussi parfaitement conscients de la nécessité de le réformer. Le débat professionnel porta sur l'institution de cours pour apprentis en alternance avec la formation en atelier. Il ne faut donc pas résumer l'apprentissage des métiers du livre aux seuls quotas d'apprentis. A partir des années 1920, les relations entre l'État, qui mène une politique incitative, et la profession deviennent cordiales. Cet équilibre est rompu à la Libération. L'histoire de l'école

Estienne est révélatrice des hésitations d'une profession entre l'attachement à la tradition et la nécessaire réforme de ses structures de formation. L'école symbolisa jusqu'en 1914 la crainte de voir l'État s'ingérer dans ce domaine réservé des industries du livre. Pendant l'entre-deux-guerres, on lui reconnaît une valeur exceptionnelle mais on lui dénie le droit de s'imposer comme un modèle. Cependant, son influence dans les programmes et les diplômes professionnels est véritable. Sa réussite dans la formation de futurs cadres souligne paradoxalement son caractère atypique et, donc, permet à la profession de ne pas réfléchir à une formation scolarisée des apprentis. Ce type de formation sera finalement imposé par le ministère de l'Éducation nationale dans les années 1950. L'influence de l'école Estienne a donc été limitée et indirecte, mais l'établissement a indéniablement eu une place à part, et importante, dans les industries du livre.

ANNEXES

Graphiques. – Catalogue des publications de l'école Estienne, 1889-1949. – Catalogue des publications de l'Institut national des industries et arts graphiques, 1943-1949. – Documents et illustrations.
